

# Comment le féminisme devient un enjeu pour les politiques

ÉGALITÉ Dans un livre, Alexander De Croo invite les hommes à s'engager

► Le vice-Premier ministre Alexander De Croo publie un ouvrage intitulé « Le siècle de la femme ».

► L'égalité de genre devient un sujet que les politiques ne peuvent éviter, et sur lequel ils se profilent.

Il l'admet sans détours : pendant longtemps, l'égalité entre les sexes n'était, pour lui, pas un sujet. Convaincu que les inégalités de genre n'existaient plus en Europe, que le combat était gagné, Alexander De Croo (VLD) percevait le féminisme comme un engagement du passé. C'est son poste de ministre de la Coopération au développement - qu'il voyait initialement comme « un portefeuille de la gauche bien-pensante » (sic) - qui lui a ouvert les yeux. En prenant conscience des violences qu'endurent encore les femmes dans de nombreux pays du monde, le libéral a revu sa copie pour l'Europe et la Belgique. « Je suis passé de féministe qui s'ignore à féministe engagé », clame-t-il, tout en reconnaissant qu'il n'est pas lui-même un exemple : ses trois chefs de cabinet sont des hommes, tandis que son secrétariat est féminin, son épouse travaille à 4/5 et pas lui...

Ce mardi, le vice-Premier présentait son ouvrage, intitulé *Le siècle de la femme. Comment le féminisme libère aussi les hommes*, aux francophones. Pour l'introduire, le Premier ministre, en personne, s'est félicité qu'un « ami », et membre de son gouvernement, « partage des réflexions et des convictions tournées vers l'avenir ». Pour un débat ensuite, la ministre du Budget, Sophie Wilmès (MR) échangeait avec la CEO de Proximus, Dominique Leroy, et la présidente du Conseil des femmes francophones, Sylvie Lausberg. Une matinée placée sous le signe du féminisme, discours volontaristes à la clef : « L'égalité n'est pas juste une question de temps, assène le vice-Premier. En poursuivant "business as usual", on n'y arrivera pas. Nous devons mener une politique beaucoup plus active ! »

Les cyniques relèveront que le gouvernement fédéral n'est pas vraiment perçu comme féministe. Les associations dénoncent l'impact de la réforme des pensions sur les femmes - qui seront plus durement touchées, disent-elles -, le raccourcissement du séjour à la maternité des jeunes mères ou, plus récemment, le projet de loi sortant l'IVG du code pénal, tout en maintenant des sanctions pénales. « Quand on prend de telles mesures, que signifie encore être féministe ? », s'interroge Xénia Maszowez, secrétaire générale des Femmes prévoyantes socialiste (FPS). Le mouvement « Vie féminine », n'a de cesse de déplorer la précarisation des femmes induite par une série de mesures, dont certaines remontent au gouvernement précédent. Quant à Irène Zeilinger, présidente de l'association de lutte contre les violences « Garance », elle dénonce carrément une ligne « anti-féministe ».

## Un gouvernement mal perçu

Ce coming out féministe du vice-Premier marque-t-il une inflexion ou un revirement dans la politique du gouvernement ? Cette prise de position n'implique-t-elle pas des actes, dès lors que trois représentants du pouvoir fédéral, qui ont de nombreux leviers en main, semblent la soutenir ?

« Nous ne sommes pas ici dans une démarche partisane, recadre Charles Michel, mais dans un débat d'idées. Il s'agit d'un plaidoyer qui lance un message fort et inspirant. » Balayant les « mauvaises langues », qui « dans l'opposition », décrient l'action du gouvernement, le Premier souligne les mesures qui, selon lui, ont un impact positif pour les femmes : assouplissement du marché du travail, en favorisant le télétravail notamment, augmentation du taux d'emploi des femmes, etc. Sur la même ligne, Alexander De Croo admet néanmoins : « Cela m'a pris du temps pour prendre conscience de ces enjeux. C'est sans doute la même chose pour d'autres. Quant aux mesures à prendre, ce livre est un cahier de charges : donnez-moi le temps de le mettre en œuvre... »

Pour Viviane Teitelbaum, ancienne présidente du Conseil des femmes francophones et députée MR au parlement

bruxellois, c'est simple : il n'y a, en Belgique, aucun gouvernement intrinsèquement « féministe » et il n'y en a jamais eu. « Je crois par contre qu'il y a dans ces gouvernements des féministes, souligne la libérale, qui sont plus ou moins isolé(e)s et qui, en fonction de leurs compétences, ont une marge d'action plus ou moins importante. » Parallèlement, d'autres élus « se pensent féministes », ou « veulent être perçus comme tels ». Dans tous les cas, elle se félicite que la posture pro-féministe, sincère ou non, devienne un argument politique, ce qui était loin d'être évident auparavant. « On peut se réjouir que le fait d'apparaître en pointe sur l'égalité devienne un enjeu au niveau de l'image. L'argument est aussi utilisé par l'opposition ou par des syndicats qui, initialement, ne sont pas forcément plus féministes que ceux qu'ils décrient. »

## L'égalité, cause nationale ?

Reste que le gouvernement actuel est loin d'être paritaire... et que le conseil des ministres restreint, lui, ne compte aucune femme. Alexander De Croo le déplore. C'est aussi la première chose que pointe Dorothee Klein, présidente des femmes CDH et ancienne porte-parole de Joëlle Milquet, alors ministre de la Justice : « Or, c'est là que tout se décide ! Quand deux femmes de tête, comme Laurette et Joëlle, y siègent, par leur seule présence, on ne pouvait pas oublier les femmes. Aujourd'hui, il n'y a plus de poids lourd et l'égalité des chances n'est même plus un ministère, c'est un secrétariat d'Etat. » Un secrétariat, dirigé par Zuhra Demir (N-VA) qui, par ailleurs, entretient des relations parfois difficiles avec Unia et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH). Et qui a coupé dans les subsides octroyés à une série d'associations féministes via l'IEFH, dénonce-t-on.

Qu'un vice-Premier se revendique féministe n'est pas anodin, estime Sylvie Lausberg. Reste à passer aux actes. « L'égalité doit devenir une cause nationale », a plaidé la présidente du Conseil des femmes francophones. Reprenant cet appel, le Premier ministre y a répondu dans un tweet : « Message bien entendu et inspirant. » ■

ELODIE BLOGIE

**PROPOSITIONS****Congé de paternité plus long, crèches moins chères**

Au fil de son ouvrage, le vice-Premier propose, ici et là, quelques mesures.

**► Allonger le congé de paternité.**

Alexander De Croo prend pour exemple le modèle islandais où père et mère ont droit, chacun, à un congé de naissance de trois mois, rétribué à 80 % du salaire. « Avec les dix jours du congé de paternité, nous envoyons le message suivant : avoir des enfants, c'est pour les mamans ! » Le vice-Premier rejoint ainsi une vieille demande des féministes... qui, jusqu'ici se sont vu opposer une fin de non-recevoir. La simple requête de rendre les dix jours du congé actuel obligatoires ne passe pas. « A moi de convaincre tout le monde. Mais ce ne sera possible que si on augmente le taux d'activité chez les hommes et les femmes. »

**► Un gouvernement paritaire.**

« Quand le Kern se réunit, nous ne sommes que des hommes autour de la table. Sommes-nous bien en 2018 ? », s'interroge le vice-Premier dans son livre. Il espère donc que le futur gouvernement remédiera à cette inégalité. Serait-il prêt, lui, à céder sa place ? Affirmatif, répond l'intéressé.

**► Une obligation de transparence sur l'écart salarial.** Pour Alexander De Croo, l'étalon de l'égalité de genre, c'est l'égalité salariale. Pour collecter des données chiffrées, le vice-Premier souhaiterait qu'on impose à toute entreprise, mais aussi toute ASBL, tout syndicat ou parti politique, de publier les données sur son écart salarial.

**► Des crèches moins chères.** Pêle-mêle, le vice-Premier souhaite également des crèches moins chères, un abaissement de l'âge de l'obligation scolaire, une revalorisation des salaires du personnel des soins et de l'enseignement, ou des horaires de travail plus flexibles.

E.B.L.



Le siècle de la femme.  
Comment le féminisme libère aussi les hommes  
ALEXANDER DE CROO  
Luc Pire, 190 pages,  
18 euros